

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 2 décembre 2022

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VTB**

Zone Industrielle  
Route de Faulquemont  
57740 Longeville-lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE\_LES\_ST\_AVOLD\_VTB\_2022-11-15\_RAPVI\_MED\_MChB\_31849  
Code AIOT : 0006201431

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2022 dans l'établissement VTB implanté Zone Industrielle Route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 29 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est consécutive à une plainte d'un riverain transmise au maire de Longeville-lès-Saint-Avold puis à l'inspection des installations classées concernant d'importantes émissions de poussières émanant du site de la société VTB à Longeville-lès-Saint-Avold. Ce courrier a été transmis à l'inspection par bordereau préfectoral du 18 juillet 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VTB
- Zone Industrielle Route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société VTB est autorisée par arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-

Avold.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi d'une plainte ;
- Emissions atmosphériques ;
- Eaux pluviales.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.  
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.  
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Emissions de poussières	Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Contrôle organisme agréé	Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	VLE rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 7	/	Sans objet
4	Contrôle des rejets des eaux pluviales	Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 17	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté plusieurs non-conformités amenant à proposer à Monsieur le préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions contrôlées dans un délai imparti.

Ces non-conformités portent sur :

- Le bon fonctionnement du dispositif de captation et de traitement des poussières rejetées par les installations ;
- L'absence de réalisation d'une campagne de mesure des émissions de poussières réalisée par un organisme agréé.
- L'absence d'analyse attestant de la teneur en poussières des effluents de l'exploitant ;

L'inspection des installations classées propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de la Moselle.

**2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les émissions particulières diffuses. Les sources d'émissions particulières doivent être combattues à la source par capotage ou par un procédé d'efficacité équivalente. Les sources d'émissions particulières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage.</p> <p>Plus particulièrement, le hall de déchiquetage et le hall des sciures de bois seront munis de dispositifs d'aspiration des poussières complétés par des filtres à manches. La conception et la fréquence d'entretien des installations d'aspiration doivent éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. L'efficacité de ces dispositions devra permettre de ne pas dépasser la limite de concentration en poussière des rejets atmosphériques définie à l'article suivant.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan de son système de dépoussiérage. Au vu du plan, le broyeur et la cisaille situés dans le hall n° 2 de la société VTB sont munis d'un capotage raccordé à un système d'aspiration qui permet de capter les émissions de poussières. Les poussières sont alors acheminées vers un dispositif de dépoussiérage composé de filtres à manches et d'un dépoussiéreur à décolmatage.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le dispositif de dépoussiérage ne fonctionne pas correctement depuis le mois de mai 2022. En effet, l'exploitant a indiqué que son installation a été vandalisée en mai 2022, les câbles composant le réseau électrique du système de dépoussiérage ayant été dérobés. L'exploitant a fourni une facture du 16 mai 2022 pour la remise en place du câblage électrique au niveau du dispositif de dépoussiérage. Depuis cette réparation, le dépoussiéreur a connu plusieurs dysfonctionnements jusqu'à fin septembre 2022. L'exploitant a présenté les factures associées des 14 juin 2022, 6 juin 2022 et 22 septembre 2022 justifiant des réparations sur le dépoussiéreur. Ces réparations ne sont pas reportées dans le registre de maintenance. L'exploitant a ajouté que le dépoussiéreur ne fonctionne plus depuis le 30 septembre 2022 et être dans l'attente d'un devis pour une réparation complète ou un remplacement de son système de dépoussiérage.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'inspection son registre de plainte sur lequel est reporté à la date du 27 juillet 2022, une plainte téléphonique de la société Guerre menuiserie, située face à la société VTB, relative à une dispersion de poussières en dehors de l'installation. L'inspection a interrogé l'exploitant sur les suites et les mesures mises en place consécutivement à cette plainte. Celui-ci a indiqué avoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renseigné le plaignant sur le dysfonctionnement de son système de dépoussiérage ;</li> <li>- réduit son activité de broyage lors des dysfonctionnements de son système de dépoussiérage ;</li> <li>- augmenté les campagnes de dépoussiérage de ses installations.</li> </ul> <p>L'exploitant s'est engagé à fournir dans un délai d'un mois à l'inspection des installations classées une commande signée pour les réparations du système de dépoussiérage ou un échéancier de réalisation de travaux pour le changement complet de son installation d'aspiration et de traitement des poussières.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société VTB de respecter, sous un délai maximal d'un mois, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 en rendant fonctionnel son dispositif de captation et de traitement des poussières rejetées par ses installations.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle également à l'exploitant de reporter toutes les actions techniques menées sur ses installations sur le registre de maintenance mis en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : VLE rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En tout état de cause la teneur en poussières de ces effluents ne devra pas dépasser, avant toute dilution, la valeur de 40 mg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la teneur en poussières de ces effluents. Il a indiqué ne pas avoir effectué d'analyses de ses effluents auparavant.  Il s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées une analyse de la teneur en poussières de ces effluents dès lors que la réparation ou le remplacement du dispositif de traitement des poussières sera effectif (cf. constat 1).  L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit être en mesure de justifier le respect de la concentration de 40 mg/Nm <sup>3</sup> en poussières de ces effluents avant toute dilution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contrôle organisme agréé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des campagnes de mesures des émissions de poussières sont réalisées semestriellement par un organisme agréé selon la norme en vigueur et dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les campagnes semestrielles de mesures des émissions de poussières.  L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société VTB de respecter, sous un délai maximal de 2 mois, d'effectuer une campagne de mesures des émissions de poussières par un organisme agréé selon la norme en vigueur et dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Contrôle des rejets des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire procéder au moins deux fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés à l'article 15.2 par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministère en charge de l'Environnement).  Les résultats de ces contrôles doivent être envoyés à l'inspection des installations classées et conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports d'analyses de ses rejets d'eaux pluviales réalisés par un organisme agréé : -n° AR-21-TV-010936-01 du 28 mai 2021 ; -n° AR-21-TV-019848-01 du 6 octobre 2021 ; -n° AR-22-TV-002213-01 du 9 février 2022 ;  L'inspection des installations classées a constaté que l'ensemble des polluants des effluents visés par l'article 15.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susmentionné sont analysés. Les concentrations mesurées respectent les valeurs limites d'émissions définies dans ce même article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet